

Ce qui va (vraiment) se passer

GILLES FINCHELSTEIN (*)

LE NOUVEL OBSERVATEUR, 28.05.09

Les sept paradoxes du 7 juin. Dans les 27 pays de l'Union, 375 millions d'électeurs vont renouveler un Parlement européen élu en 2004 et aujourd'hui dominé par la droite. Abstention et vote-sanction ne doivent pas faire oublier la vraie nature d'un scrutin qui redessinera le visage de l'Europe politique. Pour «le Nouvel Obs», Gilles Finchelstein, (*) directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, analyse les données d'une élection qui ne ressemble à aucune autre

1. Le paradoxe du Parlement

Plus il a de pouvoirs, moins il a d'électeurs

Il y a trente ans, le Parlement européen était un objet, symbole d'une construction porteuse de tant d'espoirs. Il avait peu de pouvoirs, mais beaucoup d'électeurs. En 1979, 63% des citoyens s'étaient rendus aux urnes. Aujourd'hui, le Parlement européen est devenu un sujet, acteur puissant d'une Union européenne plus intégrée et plus élargie. Il est habilité à approuver et à destituer la Commission. Il vote le budget et la quasitotalité des «lois» - on se souvient du rôle positif qu'il a joué pour modifier la directive «services», la fameuse directive Bolkestein. Il est à l'origine directe de 60% à 70% des textes adoptés dans chacun de nos pays. Il a donc maintenant beaucoup de pouvoirs... mais il lui reste peu d'électeurs. En 2004, après une érosion régulière, la participation est tombée à 46% - avec même, ici ou là, des taux indigents inférieurs à 20%.

Qu'en sera-t-il en juin 2009 ? La campagne a partout démarré très tard... quand elle a seulement démarré. Elle ne soulève nulle part la moindre passion. Sa spécificité ? Il n'y a une campagne «sèche» - exclusivement consacrée à l'élection des députés européens - que dans onze Etats membres, dont la France. Ailleurs, pour attirer le chaland-citoyen, on a inventé les campagnes «jumelées», couplées avec un référendum comme au Danemark, avec des élections législatives comme au Luxembourg ou avec des élections locales comme en Italie. Mais il y a mieux. Dans de nombreux pays - Allemagne, Royaume-Uni, Grèce... -, l'élection du Parlement européen est vécue comme une «mise en bouche» avant des élections nationales décisives. Et dans quelques autres, elle est une simple «mignardise» qui achève un cycle électoral, comme en Lituanie, où l'élection présidentielle s'est déroulée il y a moins d'un mois. Conclusion ? Difficile de prévoir la participation compte tenu de ces interférences, mais elle ne sera pas massive - elle ressemblera davantage à 2004 qu'à 1979.

2. Le paradoxe de l'Union

Plus elle compte dans nos vies, moins elle est présente dans la campagne

Surmonter la menace du réchauffement climatique ? Relever le défi de la crise économique ? Peser dans la mondialisation ? A chaque grand enjeu, les citoyens européens attendent d'abord une réponse européenne. Partout, pourtant, les campagnes sont quasi exclusivement nationales. De quoi parle-t-on ? En Allemagne : de l'avenir d'Angela Merkel. Au Royaume-Uni : du scandale des notes de frais des députés. En Italie : de la vie privée de Berlusconi. En Suède : du coût de la future présidence de

l'Union. En Belgique : d'une série d'affaires de malversations. Au Portugal : de l'agression de la tête de liste socialiste par des militants du Parti communiste. Et, partout, des réponses nationales apportées à la crise et du «vote-sanction». Alors on peut déplorer que la campagne ne soit pas davantage centrée sur l'Europe. Cela peut s'expliquer par l'existence d'un consensus pro-européen. Ou, à l'inverse, par une volonté d'évitement d'un débat qui traverse chaque parti. Mais il faut aller plus loin : la campagne est-elle incarnée par des candidats à la présidence de la Commission présentés par chaque parti européen ? Non, en dépit des tentatives des socialistes français. Une controverse a-t-elle émergé autour d'une proposition clivante ? Non, pas davantage. Un débat s'est-il structuré sur un enjeu décisif ? Non, une nouvelle fois, alors même que la gestion de la crise, et notamment la cruelle absence de relance coordonnée, pourrait en être légitimement l'occasion.

3. Le paradoxe de l'élargissement

Plus il y a d'Etats membres, plus un pays pèse : l'Allemagne

Où faut-il regarder pour anticiper l'évolution du rapport de force au Parlement européen ? Pas dans les plus petits pays : avec un nombre restreint de députés élus à la représentation proportionnelle, les changements d'un scrutin à l'autre ne peuvent être que limités - tel sera le cas dans tous les Etats baltes, la plupart des Etats scandinaves, Chypre et Malte, la Slovénie et la Slovaquie... On doit en revanche logiquement se concentrer sur les pays qui envoient des contingents plus importants; en premier lieu sur les plus gros - 50 députés en Espagne ou en Pologne, 72 en Italie, en France ou au Royaume-Uni -, et davantage encore sur ce dernier, qui connaît une situation explosive,

donc mouvante. Mais surtout il faut regarder de près l'Allemagne. Quand l'Union européenne passe en dix ans de 15 à 27 membres et quand le Parlement européen passe de 785 à 736 députés, tout le monde devrait y perdre un peu. Pourtant, il y a un pays qui compte plus que jamais : c'est l'Allemagne. Pourquoi ? Pour une raison arithmétique : le critère démographique primant désormais, les contingents français, italien ou britannique ont été réduits quand le contingent allemand est resté stable, à 99 députés. A cela s'ajoute une raison politique : lorsque d'autres se dispersent, au point de ne peser nulle part, les Allemands votent utile et se concentrent dans les grands groupes. Ce faisant, ils seront, à n'en pas douter, la première délégation au PPE, au PSE et chez les Verts. Reste à savoir avec quel poids relatif : voilà pourquoi il faut regarder de près ce qui va se passer en Allemagne, a fortiori à quelques mois des élections législatives de septembre.

4. Le paradoxe du Parti populaire européen

Il peut progresser en voix et compter moins de députés

Le Parti populaire européen (PPE) rassemble les partis conservateurs. Il est, et de loin, le premier groupe du Parlement européen. Sur 785 députés, il en compte 285, loin devant le second, le Parti socialiste européen et ses 215 députés. Si les tendances qui se dessinent à dix jours du vote se confirment le 7 juin, le PPE peut progresser à peu près partout par rapport à 2004. Là où il s'était écroulé. Mais aussi là où il avait obtenu un bon score. Là où il est au pouvoir comme là où il est dans l'opposition. Italie, France, Espagne, Roumanie, Belgique, Hongrie, Portugal, Bulgarie, Danemark, Pologne, la liste est longue des pays où le scrutin ne se présente pas si mal pour les conservateurs - sans compter

les quelques autres pays, comme la Suède ou l'Autriche, où ils pourraient simplement envoyer un contingent identique à celui du scrutin précédent. Par quel miracle compterait-il alors moins de députés ? En raison d'une chute et, surtout, de deux départs. La chute peut venir, toujours par rapport à 2004, de la CDU allemande, qui avait obtenu 49 députés - un gros score sur un gros contingent, c'est un gros risque... Les départs pourraient être ceux des conservateurs britanniques - ils l'ont annoncé - et des conservateurs tchèques - ils l'ont évoqué -, qui, avec d'autres, pourraient constituer un nouveau groupe, plus à droite et moins européen. Conclusion : pour le PPE, c'est espoir pour le 7 juin et incertitude pour l'après-7 juin.

5. Le paradoxe du Parti socialiste européen

La social-démocratie triomphe idéologiquement mais peine électoralement

15 septembre 2008. Lehman Brothers fait faillite. L'économie entre en récession. On pointe la responsabilité des banquiers, notamment américains, et de trente ans d'hégémonie intellectuelle du libéralisme. On redécouvre les vertus de la régulation. Depuis lors, Barack Obama a gagné l'élection présidentielle aux Etats-Unis et, ailleurs, bien des partis membres de l'Internationale socialiste l'ont emporté, de l'Afrique du Sud à l'Amérique latine. Un vent nouveau semble donc souffler - de droite à gauche. Pourtant, aujourd'hui en Europe, c'est la social-démocratie qui est à la peine. Le Parti socialiste européen (PSE) donne l'image du miroir inversé de son rival conservateur. Partout ou presque, il risque de reculer par rapport à 2004. Là où il a obtenu un résultat exceptionnel, comme en France, il fera moins bien. Là où il a déjà réalisé un score calamiteux,

comme en Grande-Bretagne, il pourrait faire pire - on ne peut même pas écarter l'hypothèse d'un Labour qui n'arrive que troisième, derrière les conservateurs et les libéraux-démocrates. Là où il est au pouvoir, en Espagne, en Hongrie, aux Pays-Bas voire au Portugal, il recule. Là où il est dans l'opposition, en Pologne ou au Danemark, il recule aussi. Si l'on ajoute que la délégation italienne - qui s'était divisée entre groupes socialistes et libéraux - pourrait tout entière quitter le PSE, on mesure l'ampleur des difficultés. Dans ce tableau sombre, il y a malgré tout quelques lueurs d'espoir, quelques pays dans lesquels les socialistes peuvent progresser : la Grèce avec le Pasok, après les émeutes de décembre dernier, la République tchèque avec le CSS et, surtout, l'Allemagne avec le SPD. Au fond, 2009 et la chute du libéralisme fait penser à 1989 et la chute du communisme. Déjà, à l'époque, on avait dit que les faits donnaient raison à la social-démocratie. Or elle avait reculé. Conclusion ? La social-démocratie ne gagnera pas en s'opposant mais en se posant. Elle a la chance de disposer d'un programme commun substantiel : le «Manifesto». Elle dispose encore de quelques jours pour le valoriser.

6. Le paradoxe de la crise

Le libéralisme chute, les libéraux peuvent progresser... et les extrêmes patiner

La crise du capitalisme financier signe l'échec de trente ans d'hégémonie intellectuelle du libéralisme le plus idéologique. Elle se traduit par la pire récession depuis la crise des années 1930. On aurait pu imaginer qu'elle ait pour effet un effondrement des libéraux en Europe - avec plus de 100 députés, le groupe libéral est le troisième du Parlement européen -

et une percée des extrêmes comme dans les années 1930. Tel pourrait ne pas être le cas.

Les libéraux ? Ils peuvent progresser dans les urnes en Allemagne ou au Royaume-Uni. Ils peuvent progresser sur le «tapis vert» si la gauche italienne rejoint, comme c'est possible, le groupe libéral. Ils pourraient être fort divisés - entre tendances libérales et centristes - mais plus nombreux.

L'extrême-droite ? Elle peut connaître des poussées spectaculaires ici ou là - et notamment aux Pays-Bas où elle pourrait arriver en tête, et en Grande-Bretagne où le British National Party pourrait pour la première fois obtenir des élus. Mais si les Polonais du PiS - le parti des frères Kaczynski - rejoignent les conservateurs britanniques et tchèques dans la constitution d'un nouveau groupe antieuropéen, l'extrême-droite ressortirait de ce scrutin affaiblie... comme en France.

L'extrême-gauche ? Elle tape fort - «Les millionnaires à la caisse !», scande Die Linke en Allemagne. Mais là où elle avait obtenu de beaux scores en 2004 en Allemagne, en République tchèque, en Italie ou en Grèce, elle hésite entre statu quo et recul.

7. Le paradoxe Barroso

Il a échoué mais il peut être reconduit

Ce devrait être l'autre enjeu de l'élection : désormais, comme dans tout régime parlementaire, le président de la Commission est proposé par le Conseil «en tenant compte des élections au Parlement européen» avant d'être investi par le Parlement européen lui-même. Or nous vivons une situation étrange : José Manuel Barroso, le président sortant, semble être le seul candidat à sa succession. Et là réside le dernier paradoxe.

Avant la crise, il a été le symbole des dérives libérales de l'Europe. Pendant la crise, il a paru apathique. Il a échoué. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, dans le classement établi par des experts de toute l'Europe sur la gestion de la crise - publié par le journal italien «Il Corriere della Sera» le 21 mai -, José Manuel Barroso figure en dixième et dernière position. Aujourd'hui, dans cette campagne, il est souvent ignoré et parfois critiqué... pour des raisons contradictoires : au Royaume-Uni, la droite le trouve trop fédéraliste; en France, la gauche le trouve trop libéral. Pourtant, il peut être reconduit. Pourquoi ? Parce que sa force est sa faiblesse : beaucoup semblent s'accommoder d'une Commission en demi-teinte. Parce que aussi l'Europe, à dix jours du scrutin, tire vers la droite... Reste quand même deux incertitudes de taille : dans une campagne qui commence tard, ces tendances peuvent encore évoluer; et, en tout état de cause, aucun groupe n'aura à lui seul la majorité. Le futur président de la Commission aura donc besoin d'une coalition. Quel que soit le résultat, elle restera à bâtir. Mais, selon les résultats, le rapport de force sera bien différent...

(*) Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès et directeur des études d'Euro RSCG Worldwide.